
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2013

SOMMAIRE

<u>I. Rapport semestriel d'activité</u>	page 3
1. Evolution commerciale	page 3
2. Evolution des marchés financiers	page 3
3. Analyse des comptes semestriels	page 4
4. Principaux risques et incertitudes pour le 2 ^{ème} semestre 2013	page 5
a) Risques de crédit	
b) Risques de marché	
c) Risques opérationnels	
d) Risques de non-conformité	
5. Perspectives	page 10
<u>II. Comptes consolidés</u>	page 11
<u>III. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle</u>	page 40
<u>IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel</u>	page 43

I. Rapport semestriel d'activité

1. ÉVOLUTION COMMERCIALE

Au cours du premier semestre 2013, qu'il s'agisse de la collecte ou des emplois, l'activité s'est développée de façon très satisfaisante : des rythmes de progression soutenus se sont en effet conjugués aux premiers signes d'un rééquilibrage des encours plus favorable au PNB.

L'augmentation de la collecte est demeurée soutenue (+6,8% et même +16,9% pour les ressources bilantielles contre +15,4% fin mars).

La hausse des dépôts à vue s'est intensifiée (+5,4% au 1^{er} semestre contre +4,1% fin mars), les dépôts à terme ont renoué avec la croissance (+3,4% contre -4,4% fin mars) et surtout la progression de l'épargne, encore exceptionnellement élevée, commence à se ralentir un peu (+48,8% fin juin contre +55,7% fin mars).

Seuls les encours d'OPCVM n'ont pas progressé, dans la mesure où ils sont très largement constitués de produits monétaires, toujours pénalisés par le très faible niveau des taux d'intérêts. Mais au global les objectifs ont été soit atteints soit très largement dépassés.

La croissance des emplois s'avère également très forte (+12,6%), supérieure à l'objectif, avec des performances particulièrement remarquables pour le court terme :

- les comptes débiteurs sont en augmentation de 41,9%, et le portefeuille de 24,1%, soit au total une hausse des encours court terme et assimilés de 32,4%, toujours principalement grâce aux préfinancements de prêts CDC et aux utilisations de la nouvelle clientèle des coopératives agricoles notamment.
- par ailleurs la progression des crédits à moyen et long terme reste très importante ; le ralentissement par rapport à 2012 observé en début d'année est moins marqué : +9,9% contre +10,7% fin mars et +13,5% en 2012, la nouvelle production de prêts amortissables ayant comblé son retard du 1^{er} trimestre.

Bien qu'encore inférieure à celle de l'an dernier, la nouvelle production de crédits d'investissement est à présent supérieure à l'objectif et n'est plus en retrait que de 14,1% sur 2012 au lieu de 31,6% fin mars.

Il est à souligner que ce rattrapage s'est opéré sans dégradation des taux de marge, qui, en moyenne, restent conformes au budget et en amélioration sur 2012 de 26 points de base.

C'est toujours le secteur des entreprises qui accuse le recul le plus net, le montant des nouveaux crédits au secteur associatif étant stable et les prêts aux particuliers n'affichant qu'un retrait limité.

2. ÉVOLUTION DES MARCHÉS FINANCIERS

La conjoncture économique reste marquée par l'incertitude, les quatre grands ensembles économiques donnant des signaux contrastés. Néanmoins, le sentiment général semble s'améliorer lentement. Ainsi les marchés actions des pays développés ont repris le chemin de la hausse et les taux d'intérêt restent sur des niveaux bas.

L'économie américaine poursuit son chemin vers le rétablissement avec une croissance annuelle de l'ordre de 2,5%. Cette croissance, qui continue pour le moment d'être accompagnée par la Réserve fédérale, suffit à créer entre 150 et 200 milliers d'emplois par mois. Les indicateurs avancés (confiance des ménages : plus haut de six ans ; indice ISM du secteur manufacturier : plus haut de deux ans ; confiance des professionnels de l'immobilier NAHB : plus haut de six ans ; et prix de l'immobilier : plus haut de sept ans) confirment le scénario d'une croissance lente et positive aux Etats-

Unis. Les craintes que la Banque centrale américaine puisse faire quoi que ce soit qui handicape la croissance semblent infondées et lorsqu'elle pourra mettre fin aux mesures d'exception, ce sera une excellente nouvelle.

A contrario, l'économie des pays émergents se porte moins bien. D'importants retraits de capitaux, au bénéfice des pays occidentaux, ont été constatés ces derniers mois. La population a manifesté son mécontentement, au Brésil notamment. Les bourses sont à la baisse (Chine, Inde, Brésil). Les taux d'intérêt sont à la hausse, en particulier en Chine où la Banque centrale les maintient au-dessus de 14%. Néanmoins, la croissance reste à un niveau convenable. La politique de relance du Japon semble porter ses fruits, la croissance ayant atteint un rythme annualisé de 4,10%.

En Europe, l'Allemagne semble avoir surmonté le handicap lié à la dévaluation du yen japonais et repartir vers une croissance plus forte. Les pays d'Europe du Sud maintiennent leur politique très rigoureuse et parviennent jusqu'à présent à surmonter les difficultés politiques qu'ils rencontrent du fait de ces politiques. L'ensemble est donc sous pression et l'inquiétude d'un dérapage très présente. Néanmoins, les indicateurs avancés sont bien orientés et laissent espérer un retour à la croissance européenne dans les 6 mois.

La croissance française, étale depuis plusieurs trimestres, semble rebondir, entraînée par l'Allemagne et par l'atténuation des difficultés des pays d'Europe du Sud. Le sursaut de 0,5%, observé au 2^{ème} trimestre, reste fragile, la réduction du déficit budgétaire, et les réformes annoncées des retraites pouvant peser sur les comportements des ménages et des entreprises. Dans ces conditions, la remontée des taux à long terme (OAT 10 ans à 2,48% à fin août) ne doit pas être interprétée comme l'imminence d'un renversement de la politique monétaire européenne, qui, à la différence de celle des Etats-Unis, devrait rester durablement inchangée.

3. ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS

Le Produit Net Bancaire

Comme au 1er trimestre, le Produit Net Bancaire s'avère en recul par rapport à 2012, mais ce repli a été ramené de -3,4% à -1,8% et le retard sur le budget ne s'est pas creusé davantage : -6,8 M€ contre 6,3 M€ à fin mars.

Les premières mesures prises pour réduire la contraction de la marge d'intérêts lui ont en effet permis de combler une partie de son retard par rapport à 2012, qui passe de -9% à -4,6%.

Comme au 1er trimestre, c'est l'érosion du taux de marge des opérations réalisées avec la clientèle qui est à l'origine de ce recul : l'augmentation des ressources d'épargne, les plus coûteuses, a en effet été beaucoup plus forte que prévu, ce qui a eu pour conséquence une chute du rendement des opérations clientèle, qui atteint 25 points de base et s'avère donc trop importante pour qu'elle puisse être compensée par la progression des volumes.

Toutefois les décisions prises au courant du deuxième trimestre pour limiter la rémunération de l'épargne ont permis de réduire ce décalage. Il en va de même des actions, encore trop récentes pour avoir un plein effet, qui ont été entreprises en vue d'améliorer le rendement de la trésorerie disponible, beaucoup plus élevée que prévu du fait de la vive progression des encours d'épargne.

Par ailleurs les autres composantes du PNB enregistrent une évolution plus favorable que prévu.

Les commissions nettes perçues restent de même niveau qu'en 2012. En effet la baisse des produits de l'activité financière induite par la contraction des encours d'OPCVM (-2,7 M€), absorbe intégralement la hausse importante des commissions bancaires (+2,7 M€), principalement liée à la croissance des emplois à court terme, avant même l'intervention des révisions tarifaires, dont la prise d'effet est planifiée pour le 1er juillet.

Par ailleurs les charges liées au traitement des espèces sont à présent classées en PNB, ce qui explique la stagnation des produits sur les moyens de paiement. Toutefois la renégociation des contrats avec les transporteurs de fonds a permis de réduire le coût de ces prestations, avec un impact positif sur les produits nets perçus, qui excèdent ainsi la prévision.

Enfin les éléments hors exploitation courante (dividendes, indemnités de remboursement anticipés, plus-values et moins-values de cession, retraitements IFRS principalement) sont quasiment stables, tandis que le PNB des associés affiche une progression sur 2012 de 9,4%, du fait d'un niveau d'activité beaucoup plus soutenu que prévu de la Banque EDEL.

Les frais généraux

Les frais généraux sont en croissance modérée sur 2012 (+1,7%), grâce à la maîtrise des charges sur le périmètre du Crédit Coopératif et de ses filiales, +0,6%. L'évolution des frais généraux des associés, est en effet beaucoup plus forte (+12%), du fait de la Banque EDEL, en relation cependant avec le développement très rapide qu'a connu cet établissement au premier semestre.

- l'augmentation mesurée des frais de personnel (+3,7%), s'explique par la volonté de stabiliser les effectifs et de moindres charges sur certaines lignes (primes décidées dans le cadre des accords négociés au niveau du groupe BPCE, apport du dispositif CICE (0,4 M€), reprises de provision pour indemnités de fin de carrière).
- quant aux autres frais de gestion, ils sont au 30 juin en réduction de 3,5%, notamment dans la mesure où ils n'ont plus à supporter, comme en 2012, la charge du traitement des espèces, remontée en PNB, ni les premiers surcoûts liés la fin du chantier de rénovation du siège social. Ils s'avèrent également en économie par rapport au budget, mais c'est principalement en raison de sa linéarisation sur l'année, car le pilotage mensuel des charges a mis en évidence que les dépenses envisagées au second semestre devraient conduire à des dépassements en fin d'année. C'est pourquoi un plan d'action a d'ores et déjà été engagé pour contenir les frais généraux dans le cadre de l'enveloppe initialement prévue et maîtriser notre coefficient d'exploitation.

Le Résultat Brut

S'élevant à près de 50 M€, le résultat brut est en repli d'un peu plus de 10% par rapport à 2012 et le coefficient d'exploitation passe de 73,4% à 76,1%.

Dans un contexte économique difficile, le coût du risque progresse de 16,8%, soit 4,2 M€, dont la moitié seulement pour le Crédit Coopératif et ses filiales, ce qui représente une augmentation de 10%, tandis que les associés enregistrent pour leur part un provisionnement en hausse de 53%, dont 70% au titre de la Banque EDEL.

Le Résultat Net

Après impôts et intérêts minoritaires, le résultat net, part du groupe, s'élève à 13,6 M€, accusant par rapport à 2012 une réduction de l'ordre de 30%. Cette évolution baissière, un peu plus importante que prévu, confirme la pertinence des mesures prises pour infléchir cette tendance au cours du second semestre et rapprocher ainsi les résultats du groupe de la trajectoire budgétée,

4. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE 2^{ème} SEMESTRE 2013

4.1. Risques de crédit

Le coût du risque au premier semestre 2013 s'est accru par rapport au premier semestre 2012.

Cette croissance se caractérise principalement au niveau des provisions collectives, reflétant l'alourdissement des situations économiques des secteurs de clientèle Entreprise et ce du fait de l'évolution défavorable de la conjoncture économique.

En revanche, au niveau des provisions individuelles, le coût du risque est stable en valeur absolue, même si cette situation cache une croissance du nombre de défaillances.

Dans ce contexte, le second semestre 2013 devrait connaître la même tendance que celle constatée au premier semestre.

Afin de répondre à cette situation, le Crédit Coopératif continue le déploiement de ses politiques de risques sectorielles, permettant d'établir dans le développement commercial des limites aux risques de concentrations sectorielles ou de contreparties.

Enfin, l'exploitation des bases de défauts internes et des informations collectées auprès des réseaux BPCE permet une plus grande réactivité pour appréhender les évolutions difficiles que peuvent connaître certains de nos clients.

4.2. Risques financiers

a) Exposition aux risques de marché

Les expositions aux risques de marché, qui étaient déjà faibles à fin 2012 se sont plutôt réduites depuis le début de l'année 2013 :

- le risque porté par les OPCVM alternatifs a disparu avec la dissolution de la société COGITAM, qui a conduit au remboursement des 10 M€ que détenait le Crédit Coopératif dans l'OPCVM de même nom,
- les portefeuilles obligataires ne font pas l'objet de renouvellements quand des titres arrivent à échéance,
- le portefeuille de transaction du Crédit Coopératif reste très faible, encore plus qu'en 2012 (position inférieure à 1,5 M€ en moyenne sur le premier semestre).

Seules se sont accrues légèrement :

- l'exposition au risque d'actions : 2,7 M€ à fin juin contre 1,8 M€ à fin 2012, cette évolution s'expliquant par une moindre couverture de la part actions des OPCVM détenus,
- l'exposition au risque de change du fait que le Crédit Coopératif a souhaité conserver en dollars le produit de la cession d'actions VISA qu'il détenait (la limite de 0,5M€ en contre valeur en euros de la position de la salle des marchés a été portée provisoirement à 2,5 M€ pour tenir compte de cette opération).

Si l'on exclut les refinancements aux filiales et associés ainsi que les placements auprès de BPCE des autres établissements bancaires du groupe BPCE, ainsi qu'à la Banque de France, l'exposition du Crédit Coopératif à fin juin 2013 sur les établissements bancaires se limite à un montant de 38 M€, contre 65 M€ à fin juin 2012 ; sur ces 38 M€, 28,2 M€ concernent des établissements bancaires situés en dehors de la France, dont 11,9 M€ en Pologne sur notre partenaire la banque GBW, aucun en Espagne et deux en Italie pour 7,35 M€ (dont 6,35 M€ d'obligations subordonnées émises par Banca Etica).

Plus globalement le Crédit Coopératif n'a pas d'exposition sur la Grèce et des expositions toujours très limitées sur l'Espagne et l'Italie, que ce soit d'ailleurs en direct ou à travers les OPCVM qu'il détient.

b) Exposition aux risques globaux de gestion de bilan

Les limites d'exposition aux risques fixées au sein du Groupe BPCE ont été largement respectées, avec en particulier une exposition au risque de taux qui reste très en-deçà des limites fixées, quel que soit l'indicateur concerné.

Risque de taux

Au 30 juin l'exposition au risque d'une hausse brutale de tous les taux de 2%, mesurée par la baisse de la valeur du bilan qui s'en suivrait représente seulement 3 % du montant des fonds propres, pour une limite fixée à 20% de ce montant .

Le seul facteur de risque qui s'est accru au premier semestre correspond au montant des impasses sur l'inflation. Le Crédit Coopératif est en effet, soumis au risque de devoir rémunérer davantage les livrets d'épargne en cas de hausse du livret A (même si le taux des comptes sur livret non règlementés est fixé librement par la banque) et ces encours sont plus élevés à fin juin 2013 qu'à fin décembre. Cependant ce risque ne s'est pas concrétisé au premier semestre puisque sur cette période on a constaté une évolution à la baisse de l'inflation qui s'est traduite au contraire par une diminution du taux du livret A au 1^{er} août 2013.

Risque de liquidité

La liquidité reste bonne, voire s'améliore :

- à fin juin le montant des ressources à plus d'un an couvre au moins 95% de l'actif à plus d'un an : ce niveau de couverture, qui se vérifie également sur les 9 années suivantes, reste sensiblement supérieur à la limite fixée de 85 % et il est également en hausse par rapport au chiffre de 90% constaté fin juin 2012,
- le coefficient emplois/ressources clientèle est à 106,5% à fin juin 2013 en légère amélioration par rapport au niveau de 108% qui était le sien un an plus tôt,
- enfin l'ensemble des établissements du Groupe Crédit Coopératif a présenté au premier semestre 2013 un coefficient de liquidité supérieur à la limite réglementaire de 100% ; pour l'établissement Crédit Coopératif, qui garant de la liquidité du groupe Crédit Coopératif, le coefficient est à fin juin 2013 de 108,7%, un niveau équivalent à celui de fin décembre 2012 : 109%, mais plus élevé que celui de 104,8 % constaté fin à juin 2012. Il convient de noter qu'au-delà d'un certain niveau la BPCE souhaite que les excédents de liquidité disponibles puissent lui être remontés pour être utilisés au mieux au sein du groupe; à fin juin 2013 600M€ d'excédents l'ont été sous la forme d'une ligne de hors-bilan, ce qui n'était pas le cas à fin décembre 2012.

4.3. Risques opérationnels

Les risques opérationnels comprennent, selon les textes officiels, les risques résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevée. Ils incluent les risques de fraude interne et externe. Au titre du calcul des exigences de fonds propres, le Groupe BPCE applique la méthode standard Bâle 2.

Dans le cadre de la réglementation prudentielle Bâle 2, le Crédit Coopératif s'est doté, progressivement depuis 2005, d'un dispositif de gestion des risques opérationnels, formalisé au 1^{er} semestre 2013 par la mise en place d'une politique risques opérationnels.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité de l'établissement. Sa mesure et sa maîtrise relèvent directement de la responsabilité de chaque métier qui assure la déclaration des incidents, l'identification et l'évaluation des risques ainsi que leur couverture. Cette gestion, suivie par chaque hiérarchie, est naturellement intégrée à leur programme de contrôle permanent. Le pilotage est assuré par une équipe dédiée, au sein de la Direction des Risques opérationnels, de la Conformité et des contrôles. Elle s'appuie sur les Directions opérationnelles et leurs correspondants de contrôle permanent, au plus proche des métiers et de la connaissance des processus.

Le dispositif est ensuite supervisé par la Direction Générale, via le Comité des Risques faïtier et le Comité Risques Opérationnels et Risques de Non Conformité. Il est complété, depuis le 1^{er} semestre 2013, par une procédure de gestion de crise – hors PCA – qui fixe la gestion des alertes (rôles des acteurs) et la gestion de la crise (cellules de veille renforcée et de crise). Sur la période, la cellule de crise a été activée à quatre reprises.

Le système de mesure et de surveillance se fonde sur une méthodologie commune aux établissements du Groupe BPCE. Outre les principes organisationnels de la filière risques opérationnels et de collecte des incidents, le référentiel décline les normes applicables en matière d'évaluation et de suivi des risques. BPCE a livré au 1^{er} semestre 2013 les indicateurs Groupe qui se caractérisent comme des détecteurs avancés de zones de vulnérabilité. Le déploiement de cette 3^{ème} brique du dispositif, aux côtés des volets incidents et cartographie, est en cours.

Parallèlement, la campagne annuelle de cartographie est lancée. Quant au programme de déploiement de la fonctionnalité incidents de l'outil de gestion des risques opérationnels (PARO), il se poursuit. Des formations ou réunions de suivi périodiques se tiennent avec les unités opérationnelles déclarantes. Cette décentralisation s'inscrit dans la conduite du changement et de déploiement diffusée par BPCE. Tous les incidents, quelle que soit la nature de leurs impacts (perte, manque à gagner, risque d'image ...) sont ainsi déclarés, dès leur connaissance, et évalués au fil de l'eau.

Plan de Continuité d'Activité (PCA)

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe Crédit Coopératif n'a subi aucun sinistre nécessitant l'activation de son Plan de Continuité d'Activité et la mobilisation de ses cellules de crise.

Les principaux événements intervenus lors de ce premier semestre ont concerné essentiellement le renforcement du processus de gestion des alertes et crises avec la formalisation des rôles de Correspondant d'alerte métier et de Correspondant d'alerte de Crise ainsi que l'interfaçage des différents dispositifs d'alerte mis en place au sein du Groupe. Les processus de conceptualisation et d'actualisation des plans ont également été améliorés par la mise en œuvre de nouveaux modèles de plans et procédures. Ceux-ci permettent d'offrir une meilleure lisibilité, facilitant ainsi la sensibilisation des acteurs au PCA et apportant également aux instances de contrôle, une meilleure visibilité sur le dispositif de sécurisation des activités mis en place.

Le plan d'exercices PCA pluriannuel s'est poursuivi en 2013 avec la réalisation de deux sessions d'exercices. La première a permis de valider le bon fonctionnement de la plupart des composantes du Système d'information après basculement pendant une semaine sur le site de production informatique secondaire et la seconde, la reprise des activités critiques dans le cadre d'un repli collaborateurs simulant une indisponibilité du siège.

Au cours du second semestre les opérations de maintien en condition opérationnelle se poursuivront sous la direction d'un nouveau Responsable PCA avec l'actualisation des plans de continuité support (ressources humaines, logistique, communication) et la mise en œuvre de nouvelles sessions d'exercice qui viendront compléter les exercices déjà réalisés au cours du premier semestre.

Sécurité des Systèmes d'Information (SSI)

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe Crédit Coopératif n'a connu aucun incident notable mettant en jeu la sécurité des SI.

Au 1^{er} semestre 2013, le renouvellement de l'intégralité des postes de travail fixes et portables et le passage à Windows 7, commencé en 2012, ont été achevés. Simultanément, la sécurité des accès aux postes de travail et aux applications a été renforcée par la mise en place d'un nouvel outil de gestion et d'authentification par badge.

Le nouveau système de gestion des identités et des habilitations a été mis en place, permettant un meilleur contrôle et la traçabilité des habilitations d'accès au système d'information, ainsi que l'adéquation permanente des habilitations avec la fonction.

Les tests de vulnérabilité des sites internet du Groupe Crédit Coopératif réalisés au 1^{er} semestre ont conduit à corriger des vulnérabilités critiques non exploitées. Les tests de sécurité sur les applications mobiles ont évalué un bon niveau de sécurité global. Ceux menés sur la téléphonie sur IP mentionnent des vulnérabilités à traiter au 2^{ème} semestre. Des tests de vulnérabilité ont été menés fin 2012 sur les premiers portables en Windows 7 ; ils ont permis de déployer un environnement Windows 7 plus sûr, après application des principales recommandations du rapport de test.

Les contrôles permanents ont été renforcés par la mise en œuvre du référentiel de contrôle permanent SSI BPCE de niveau 2, déclinant 9 points de contrôle mensuels, 16 trimestriels, 8 semestriels et 24 annuels, dans 26 fiches de contrôles.

Le référentiel de la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) a été révisé au niveau du Groupe BPCE, conformément à la Charte SSI, notamment par ajout d'une thématique « sécurité des datacenters » et réécriture de la thématique « authentification des clients pour les opérations de banque à distance et de paiement en ligne ».

Au 2^{ème} semestre 2013, la sécurité des systèmes d'information sera améliorée par la généralisation du contrôle de 1^{er} niveau sur les habilitations aux transactions bancaires (suite à la mise en place du nouveau système au 1^{er} semestre), et par les actions ci-après d'amélioration de la conformité à la PSSI Groupe BPCE :

- intégration systématique de la SSI dès l'étude préalable des projets,
- lancement d'une campagne de e-learning de sensibilisation à la SSI préparé par BPCE,
- actions de sensibilisation à la SSI dans le cadre des formations bureautiques, de formations spécifiques et via un dépliant de bonnes pratiques,

- poursuite de l'animation de la filière SSI entamée début 2013 avec les filiales et associés,
- étude d'une solution de sécurisation des mots de passe des comptes privilégiés.

4.4. Risques de non-conformité

Le suivi des risques de non-conformité est assuré par des équipes constituées à cet effet, composantes de la Direction des Risques Opérationnels, de la Conformité et des Contrôles. A ce titre, elles mènent à la fois des actions de prévention et de contrôle, en toute indépendance des lignes métiers commerciales, financières et de production. Les deux fonctions réglementaires sont exercées sous la responsabilité de son Directeur qui est :

- le Directeur de la Conformité, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'Autorité de Contrôle Prudentiel ;
- le Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'AMF.

Les actions portent sur la maîtrise du risque de non-conformité, défini comme «le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de natures législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant». L'Equipe de Conformité participe au maintien opérationnel des normes internes (règlement intérieur, code de déontologie).

Le périmètre d'intervention de la Conformité s'étend à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires régissant les activités bancaires et financières, à la loi Informatique et Liberté, et à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la fraude, ainsi qu'aux politiques définies par la Direction Générale.

Les actions de prévention se traduisent notamment par la mise en place d'un dispositif de la veille réglementaire, l'émission d'avis préalable à la décision de mise en marché des nouveaux produits, le suivi des dispositifs de gestion des conflits d'intérêts, le déploiement d'un plan annuel de formation réglementaire et de sensibilisation des collaborateurs entrants. En outre, une procédure d'alerte déontologique permettant la centralisation des dysfonctionnements relevés dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et codes de déontologie, a été maintenue opérationnelle. Aucune alerte n'a été transmise au premier semestre 2013

Les actions de surveillance se traduisent par la mise à jour d'une cartographie des risques et par des contrôles réguliers. Dans la pratique, la Conformité veille à la cohérence et à l'efficacité des contrôles de conformité des différentes activités (unités du siège et réseau) par délégation des contrôles auprès du dispositif de contrôle permanent. Celui-ci s'appuie sur une unité dédiée au sein de la Direction des Risques Opérationnels, de la Conformité et des Contrôles dénommée « Contrôle Siège et Agences », constituée d'une équipe de contrôleurs pour les agences du réseau et en lien fonctionnel avec les correspondants de contrôle interne dans les lignes métiers du siège. Concernant les contrôles liés au respect des normes déontologiques, compte tenu de leur sensibilité, ils sont effectués en direct par l'Equipe Conformité.

Pour l'année 2013, la Conformité participe à la mise en place pour juillet 2014 de l'accord intergouvernemental en cours de signature par la France sur la réglementation américaine FATCA. Par ailleurs, et en lien avec le respect des règles sur la protection de la clientèle, la Conformité poursuit ses travaux de suivi de la mise en œuvre des normes professionnelles.

Lutte anti-blanchiment et terrorisme (LCB /FT)

En matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, un service est dédié à ces seuls aspects (LCB/FT). Au cours du premier semestre 2013, il a poursuivi l'adaptation du système de surveillance aux typologies de risques de la clientèle, et a développé les fonctionnalités de ses outils pour accroître la pertinence de ses analyses. Ceci, notamment, en mettant en œuvre les recommandations de l'ACP suite à sa mission de 2011 ayant porté sur ce dispositif.

Les contrôles reposent sur deux niveaux :

- les agences qui gèrent la connaissance des clients et traitent les alertes issues de l'outil de détection ;
- l'équipe du Siège qui s'assure de la qualité des contrôles réalisés en agence, analyse les doutes et les déclare éventuellement à TRACFIN.

Une politique définit l'articulation du dispositif LCB/FT et précise la responsabilité des métiers, en matière de formation, d'actualisation et de la diffusion des procédures, de surveillance des opérations et de leur éventuelle déclaration auprès de TRACFIN. Ce dispositif répond à l'ensemble de la réglementation. Il est rappelé régulièrement aux collaborateurs dans le cadre de formations. En 2013, l'ensemble des collaborateurs du réseau suivra une formation LCB/FT en présentiel.

Un chantier de mise à jour des dossiers règlementaires des clients est en cours. Il est organisé selon des priorités qui dépendent d'un niveau de risque LCB/FT attribué à chacun des clients et fait l'objet d'un suivi rapproché. Il implique l'ensemble des agences et des Délégations Générales. Fin 2012, cette approche par les risques a été modifiée avec l'adoption des normes BPCE, ce qui a fait l'objet d'une validation par la Direction Générale.

Le nombre de déclarations auprès de TRACFIN est stable par rapport à l'année dernière. L'analyse des déclarations de soupçon transmises à TRACFIN au cours du premier semestre 2013, ne fait pas ressortir de secteur particulièrement exposé, que ce soit pour les entreprises ou les associations, qui nécessiterait de prendre des mesures particulières tel qu'un ajustement des seuils de détections.

Au cours du premier semestre 2013, un nouvel outil de filtrage des Tiers a été testé (gel des avoirs, Personnes Politiquement Exposées). Il sera pleinement opérationnel au 2^{ème} semestre 2013.

Selon les résultats du contrôle PILCOP (outil Groupe BPCE de contrôle permanent) portant sur le 1^{er} semestre 2013, l'ensemble des champs de contrôles LCB/FT étaient correctement couverts.

Pour chaque établissement associé et filiale du Groupe Crédit Coopératif, une évaluation des risques LCB/FT est en cours d'élaboration. Elle sera présentée, pour validation, à la Direction Générale au 2^{ème} semestre. Une revue annuelle sera réalisée.

5. LES PERSPECTIVES

Les résultats du premier semestre ont été impactés par la persistance d'un contexte de taux défavorable à la rentabilité des activités bancaires : le coût financier de l'épargne est en effet demeuré largement supérieur aux index monétaires qui déterminent la tarification des emplois. La baisse du taux du livret A au 1^{er} août 2013, bien que positive pour les conditions d'exploitation du second semestre, reste cependant insuffisante pour correspondre à une véritable normalisation de la hiérarchie des taux.

De ce fait dès le deuxième trimestre a été engagé un plan d'action global visant à améliorer les résultats de l'exercice en agissant sur l'ensemble des leviers susceptibles d'être mis en jeu, tant aux plans :

- commercial, notamment grâce à une tarification appropriée de la rémunération des dépôts comme des conditions d'emprunt et de facturation des services,
- financier, en optimisant le ré-emploi des fonds collectés,
- logistiques, en encadrant très précisément l'engagement des dépenses grâce à une responsabilisation accrue de l'ensemble des acteurs de l'entreprise.

Encore peu perceptibles au 30 juin 2013, les effets de ces mesures devraient avoir leur plein impact au second semestre, permettant de compenser en grande partie le retard observé au 30 juin et de retrouver ainsi un niveau de résultats du même ordre qu'en 2012.

II. Comptes consolidés

Comptes consolidés résumés IFRS
au 30 juin 2013
du Groupe Crédit Coopératif

1. Bilan consolidé

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Caisse, banques centrales		121 773	351 809
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.1	60 745	84 217
Instruments dérivés de couverture		22 771	34 012
Actifs financiers disponibles à la vente	4.2	960 077	943 487
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4.5.1	1 269 099	678 543
Prêts et créances sur la clientèle	4.5.2	11 945 542	11 460 330
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		10 488	16 677
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4.4	660 836	567 755
Actifs d'impôts courants		7 356	21 621
Actifs d'impôts différés		12 151	10 276
Comptes de régularisation et actifs divers		398 567	490 537
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Participation aux bénéfices différée		0	0
Participations dans les entreprises mises en équivalence		43 789	43 844
Immeubles de placement		16 425	10 922
Immobilisations corporelles		179 410	180 955
Immobilisations incorporelles		25 594	24 779
Ecarts d'acquisition	4.6	4 475	4 519
TOTAL DE L'ACTIF		15 739 098	14 924 283

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2013	31/12/2012
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.2	57 943	84 723
Instruments dérivés de couverture		62 040	54 448
Dettes envers les établissements de crédit	4.7.1	1 980 495	1 911 991
Dettes envers la clientèle	4.7.2	9 152 700	8 669 736
Dettes représentées par un titre	4.8	2 292 856	2 164 362
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Passifs d'impôts courants		5 820	13 263
Passifs d'impôts différés		4 097	3 189
Comptes de régularisation et passifs divers		420 674	332 534
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions	4.9	37 763	34 805
Dettes subordonnées	4.10	161 063	161 845
Capitaux propres		1 563 648	1 493 387
Capitaux propres part du groupe		1 375 303	1 311 418
Capital et primes liées		969 765	902 024
Réserves consolidées		381 045	374 846
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		10 844	7 333
Résultat de la période		13 649	27 215
Intérêts minoritaires		188 345	181 969
TOTAL DU PASSIF		15 739 098	14 924 283

2. Compte de résultat consolidé

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Intérêts et produits assimilés	5.1	236 677	239 821
Intérêts et charges assimilées	5.1	(92 628)	(85 678)
Commissions (produits)	5.2	85 471	83 866
Commissions (charges)	5.2	(28 541)	(28 829)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	929	(10)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	1 940	1 390
Produits des autres activités	5.5	6 674	8 309
Charges des autres activités	5.5	(2 546)	(7 052)
Produit net bancaire		207 976	211 817
Charges générales d'exploitation	5.6	(147 898)	(147 396)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(10 278)	(8 068)
Résultat brut d'exploitation		49 800	56 353
Coût du risque	5.7	(28 882)	(24 739)
Résultat d'exploitation		20 918	31 614
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.8	835	1 317
Gains ou pertes sur autres actifs		103	(1)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	0
Résultat avant impôts		21 856	32 930
Impôts sur le résultat	5.9	(6 315)	(10 584)
Résultat net		15 541	22 346
Intérêts minoritaires		(1 892)	(2 574)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		13 649	19 772

3. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en milliers d'euros	Notes	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultat net		15 541	22 346
Ecart de revalorisation sur régimes à prestations définies		235	
Effet d'impôt des écarts de revalorisation sur régimes à prestations définies		(81)	
Éléments non recyclables en résultat		154	0
Ecart de conversion		(344)	279
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente		6 354	3 062
	<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	6 062	3 062
	<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>	292	0
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture		(1 651)	(1 563)
	<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	(1 280)	(855)
	<i>Variation de valeur de la période rapportée au résultat</i>	(371)	(708)
Effet d'impôt	5.8	(921)	(121)
Éléments recyclables en résultat		3 438	1 657
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		(21)	(30)
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (NETS D'IMPÔT)		3 571	1 627
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		19 112	23 973
Part du groupe		17 155	20 973
Intérêts minoritaires		1 957	3 000

4. Tableau de variation des capitaux propres

Tableau de variation des capitaux propres
Groupe Crédit Coopératif

en milliers d'euros	Capital et primes liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés	
	Capital	Primes liées		Réserves de conversion	Variation de juste valeur des instruments						Ecart de réévaluation sur passif social
					Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture					
Capitaux propres au 31 décembre 2010	635 222	121 991	321 156	(465)	38 156	3 291	36 309	1 155 660	148 302	1 303 962	
Affectation du résultat de l'exercice 2010			36 309				(36 309)	0		0	
Capitaux propres au 1er janvier 2011	635 222	121 991	357 465	(465)	38 156	3 291	0	1 155 660	148 302	1 303 962	
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts								0	12 344	12 344	
Reclassement								0	0	0	
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0	0	0	
Distribution			(16 513)					(16 513)	(166)	(16 679)	
Effet des fusions								0	0	0	
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	60 296		871					61 167		61 167	
Sous-total	60 296		(15 642)	0	0	0	0	44 654	12 179	56 833	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(518)	(26 328)	(173)		(27 010)	(1 171)	(28 190)	
Autres variations											
Résultat							51 175	51 175	4 210	55 385	
Autres variations (1)			(1 719)		127			(1 592)		(1 592)	
Sous-total	0	0	(1 719)	(518)	(26 201)	(173)	51 175	49 583	4 210	53 793	
Capitaux propres au 31 décembre 2011	695 520	121 991	340 104	(983)	11 955	3 117	51 175	1 222 876	163 520	1 386 398	
Affectation au résultat de l'exercice 2011			51 175				(51 175)	0		0	
Capitaux propres au 1er janvier 2012	695 520	121 991	391 279	(983)	11 955	3 117	0	1 222 876	163 520	1 386 398	
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts	62 501		1 703					64 204	13 110	77 314	
Reclassement								0	0	0	
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0	0	0	
Distribution			(18 035)					(18 035)	(260)	(18 315)	
Effet des fusions								0	0	0	
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	22 013		(100)					21 913		21 913	
Sous-total	84 514		(16 432)	0	0	0	0	68 082	12 830	80 912	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				481	(6 805)	(432)		(8 758)	1 234	(5 522)	
Autres variations											
Résultat							27 210	27 210	4 385	31 595	
Autres variations (2)								0	0	0	
Sous-total	0	0	0	481	(6 805)	(432)	27 210	27 210	4 385	31 595	
Capitaux propres au 31 décembre 2012	780 034	121 991	374 847	(502)	5 150	2 685	27 210	1 311 414	181 969	1 493 383	
Affectation du résultat de l'exercice 2012			27 210				(27 210)	0		0	
Capitaux propres au 1er janvier 2013	780 034	121 991	402 057	(502)	5 150	2 685	0	1 311 414	181 969	1 493 383	
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires											
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts	125 000		(53)					124 947	4 885	129 632	
Reclassement								0	0	0	
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0	0	0	
Distribution			(17 878)					(17 878)	(265)	(18 143)	
Effet des fusions								0	0	0	
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	(57 261)		(1 231)					(58 492)	0	(58 492)	
Sous-total	67 739		(19 161)	0	0	0	0	48 578	4 420	52 998	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(338)	4 832	(1 136)	154	3 512	64	3 576	
Autres variations											
Résultat							13 649	13 649	1 892	15 541	
change de méthode IAS 19 révisée			(1 850)					(1 850)		(1 850)	
Sous-total	0	0	(1 850)	0	0	0	13 649	11 799	1 892	13 691	
Capitaux propres au 30 juin 2013	847 774	121 991	381 048	(840)	9 982	1 549	154	1 375 303	188 345	1 563 648	

5. Tableau des flux de trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultat avant impôts	21 854	32 929
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	10 690	8 068
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	313
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	20 117	19 929
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	43	(1 317)
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(14 183)	(1 509)
Produits/charges des activités de financement	1 860	
Autres mouvements	155 902	30 729
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	174 428	56 213
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(99 151)	127 183
Flux liés aux opérations avec la clientèle	104 437	(585 677)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	189 656	(341 875)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	(185 695)	(71 959)
Impôts versés	(542)	(21 017)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	8 705	(893 345)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	204 986	(804 203)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(81 203)	519 264
Flux liés aux immeubles de placement	781	2 833
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	2 271	(23 618)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	(78 151)	498 479
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	53 275	40 323
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(1 037)	(227 389)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	52 238	(187 066)
Effet de la variation des taux de change (D)	(272)	(123)
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	178 802	(492 913)
Caisse et banques centrales	351 809	168 035
Caisse et banques centrales (actif)	351 809	168 035
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	(17 916)	659 367
Comptes ordinaires débiteurs	60 221	253 265
Comptes et prêts à vue	0	500 000
Comptes créditeurs à vue	(78 137)	(93 898)
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à l'ouverture	333 894	827 402
Caisse et banques centrales	121 773	66 924
Caisse et banques centrales (actif)	121 773	66 924
Banques centrales (passif)	0	0
Opérations à vue avec les établissements de crédit	390 922	267 565
Comptes ordinaires débiteurs	92 574	54 018
Comptes et prêts à vue	500 000	345 000
Comptes créditeurs à vue	(201 652)	(131 453)
Opérations de pension à vue	0	0
Trésorerie à la clôture	512 696	334 489
Variation de la trésorerie nette	178 802	(492 913)

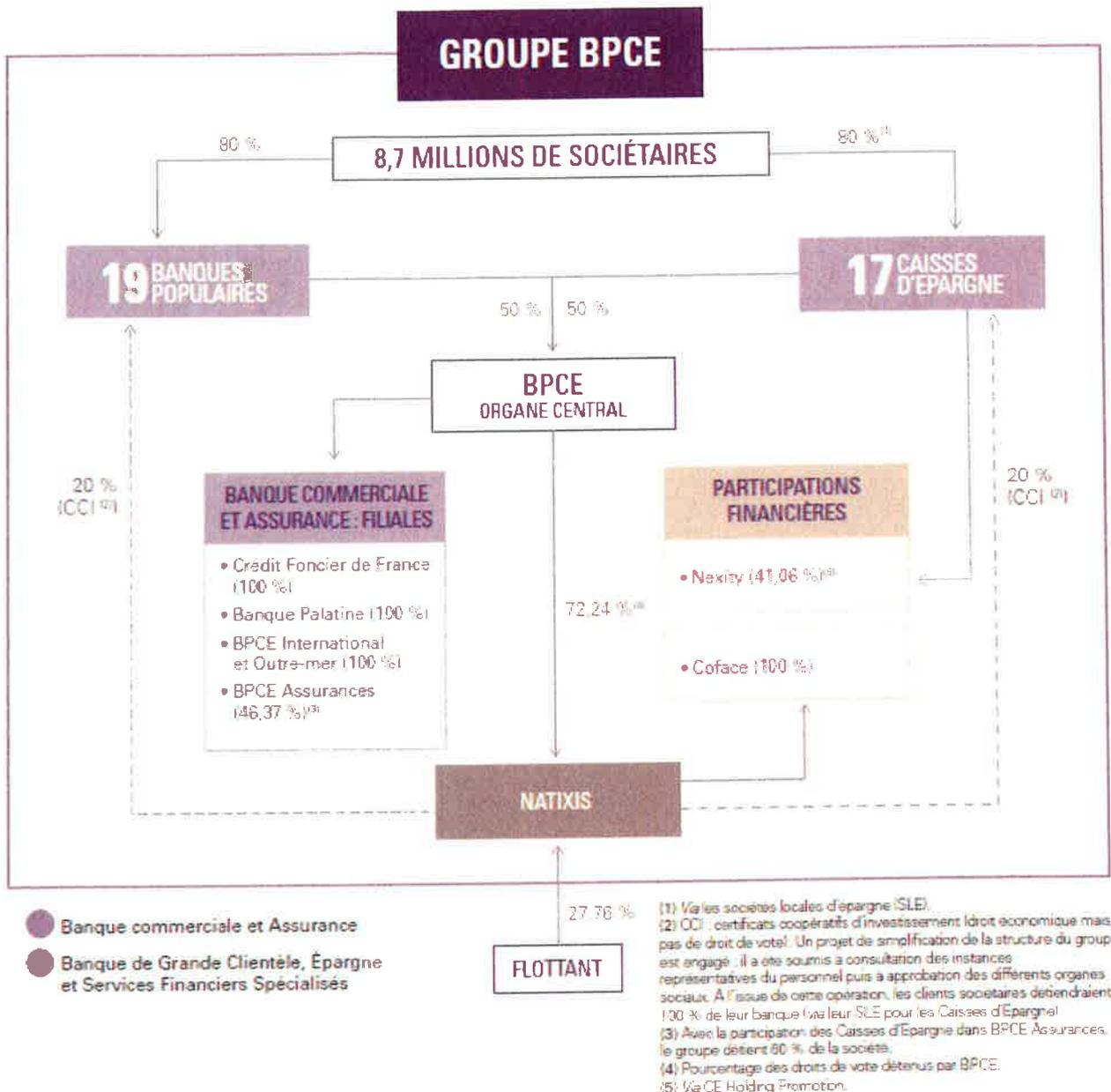
6. Annexe aux états financiers du Groupe Crédit Coopératif

<i>NOTE 1 - CADRE GENERAL</i>	3
<i>NOTE 2 - NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE</i>	6
<i>NOTE 3 - INFORMATION SECTORIELLE</i>	10
<i>NOTE 4 - NOTES RELATIVES AU BILAN</i>	12
<i>NOTE 5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT</i>	19
<i>NOTE 6 - ENGAGEMENTS</i>	22
<i>NOTE 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION</i>	23

NOTE 1 - CADRE GENERAL

1.1 LE GROUPE BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et ses filiales.



Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 19 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau des Caisses d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et de Prévoyance et les sociétés locales d'épargne.

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 80 % par leurs sociétaires et de 20 % par Natixis via les certificats coopératifs d'investissement (CCI).

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 80 % par les sociétés locales d'épargne (SLE) et de 20 % par Natixis via les CCI. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 17 Caisses d'Épargne et les 19 Banques Populaires.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, société cotée détenue à 72%, qui réunit la Banque de Grande Clientèle, l'Épargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International et Outre-mer) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

1.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance et met en place le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 170 millions d'euros au 30 juin 2013 et le fonds sera abondé chaque année à hauteur de 5 % de la contribution des Banques Populaires, des Caisses d'Épargne et de leurs filiales aux résultats consolidés du groupe.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossement technique et fonctionnel de la caisse à la Banque Populaire d'adossement.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 FAITS CARACTERISTIQUES DU SEMESTRE

Expositions aux risques souverains

Au 30 juin 2013, le Crédit Coopératif ne présente aucune exposition directe aux risques souverains hormis les états français et belge.

Augmentation de capital

Au cours du premier semestre, le Crédit Coopératif a procédé à une augmentation de son capital social par émission de parts sociales pour un montant de 100 000 milliers d'euros et de certificats coopératifs d'investissements pour 25 000 milliers d'euros intégralement souscrits par Natixis.

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Dans le cadre de réflexions menées autour du plan stratégique du groupe, BPCE a décidé d'engager une opération interne visant notamment à (i) simplifier la structure du Groupe BPCE, (ii) garantir une meilleure lisibilité de l'activité et de la profitabilité de Natixis et (iii) ventiler de manière appropriée les fonds propres au sein du Groupe BPCE.

Le processus envisagé implique la réalisation concomitante de plusieurs opérations :

- le rachat puis l'annulation par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne des certificats coopératifs d'investissement (« CCI ») souscrits par Natixis, représentant 20% de leur capital ;
- le remboursement par Natixis à BPCE du P3CI (6,9 milliards d'euros) mis en place en janvier 2012, ainsi que celui du prêt symétrique mis en place par Natixis au bénéfice de BPCE ;
- la distribution exceptionnelle d'un dividende par Natixis d'environ 2 milliards d'euros à ses actionnaires ;
- le remboursement par BPCE, à 104,46% de leur valeur nominale, des TSS émis début 2012 et souscrits par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne ;
- le remboursement par Natixis à BPCE d'un prêt senior 10 ans (2,3 milliards d'euros) ;
- la remontée additionnelle d'environ 2 milliards d'euros de capital de BPCE S.A. vers les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, via une réduction de capital de BPCE.

Cette opération devrait être finalisée début août 2013.

Les principaux impacts comptables pour l'entité seront les suivants :

- le capital de l'entité diminuera de 186.244 milliers d'euros suite au rachat-annulation des CCI ;
- postérieurement à cette opération, le compte de résultat de l'entité sera impacté par le coût de financement du rachat des CCI ;
- l'entité ne percevra par ailleurs plus le coupon du TSS.

2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le groupe a établi ses comptes consolidés au titre du 1^{er} semestre 2013 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture⁽¹⁾.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2013 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2012.

2.2 REFERENTIEL

Les normes et les principes comptables sont identiques à ceux utilisés et décrits dans les états financiers au 31 décembre 2012. Ils ont par ailleurs été complétés par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, à l'exception de l'amendement à IFRS 7 « Informations à fournir: compensation d'actifs financiers et de passifs financiers ». Cet amendement demande de produire des informations en annexes relatives aux actifs et passifs financiers faisant l'objet d'une convention-cadre de compensation exécutoire ou d'un accord similaire. Ces informations doivent permettre de comprendre les effets des accords de compensation sur le bilan du groupe. Cet amendement donnera lieu à la publication d'informations complémentaires dans les comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2013.

Parmi les nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2013, figurent notamment :

- **La norme IFRS 13** intitulée « Évaluation de la juste valeur » adoptée par la Commission européenne le 11 décembre 2012 et applicable de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13 indique comment mesurer la juste valeur mais ne modifie pas les conditions d'application de la juste valeur. Cette norme est d'application prospective.

Les conséquences de cette norme pour le groupe portent essentiellement sur la prise en compte du risque de non-exécution dans la valorisation des passifs financiers dérivés (Debit Valuation Adjustment – DVA -). La prise en compte de la DVA a généré un produit de 43 milliers d'euros, enregistré en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Par ailleurs, les précisions apportées par IFRS 13 ont conduit le groupe à faire évoluer les modalités d'évaluation de ses réfections pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA -) sur certains segments de contreparties.

Ces évolutions ont généré une charge de 421 milliers d'euros, enregistrée en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

IFRS 13 requiert également la présentation d'informations supplémentaires dans les notes aux états financiers. Certaines de ces informations sont également requises lors des arrêts intermédiaires (IAS 34.16A(j)), et sont présentées en note 2.3.

- **La norme IAS 19** révisée « Avantages au personnel », applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 de façon rétrospective (au 1^{er} janvier 2012).

Celle-ci modifie la méthode de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies générant ainsi un changement de méthode comptable avec les nouvelles dispositions suivantes :

- comptabilisation de l'intégralité des écarts actuariels en autres éléments de résultat global non recyclables ;
- comptabilisation des changements de régimes immédiatement en résultat ;
- évaluation du rendement des actifs de couverture avec le même taux que celui utilisé pour l'actualisation du passif.

En date de première application (1^{er} janvier 2013), les effets de la première application d'IAS 19R sont enregistrés :

- le stock d'écarts de revalorisation non comptabilisé au 01.01.2012 par contrepartie d'autres éléments de résultat global,
- le stock de coût des services passés non comptabilisé au 01.01.2012 par contrepartie de réserves consolidées,
- l'écart de norme sur le résultat 2012 (en contrepartie des réserves consolidées), composé des 3 éléments suivants :
 - étalement d'écart actuariel comptabilisé en IAS 19 sur 2012,
 - étalement de changement de régime comptabilisé en IAS 19 sur 2012,

⁽¹⁾ Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

- écart de taux sur le rendement des actifs comptabilisé sur 2012 ;
 - la variation de provision par « autres éléments de résultat global » selon IAS 19 révisé pour 2012 qui correspondent aux écarts de réévaluation générés en 2012.
- L'amendement à la **norme IAS 1** « Présentation des états financiers » vise à compléter l'information financière sur l'état du « Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». Les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres devront être présentés de façon à faire apparaître de façon distincte les éléments qui pourraient faire l'objet d'un recyclage en résultat net de ceux qui ne seront jamais recyclés en résultat net.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en 2013 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

2.3 PREMIERE APPLICATION DE LA NORME IAS19 REVISEE

La présente note récapitule les impacts de la première application de la norme IAS19 révisée. Sur les états financiers de l'exercice 2012 et du premier semestre 2012.

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2012	Impacts au 01/01/12	Impacts sur l'exercice 2012	31/12/2012 retraité
Caisse, banques centrales	351 809			351 809
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	84 217			84 217
Instruments dérivés de couverture	34 012			34 012
Actifs financiers disponibles à la vente	943 487			943 487
Prêts et créances sur les établissements de crédit	678 543			678 543
Prêts et créances sur la clientèle	11 460 330			11 460 330
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	16 677			16 677
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	587 755			587 755
Actifs d'impôts courants	21 621			21 621
Actifs d'impôts différés	10 276	735	245	11 256
Comptes de régularisation et actifs divers	490 537			490 537
Actifs non courants destinés à être cédés	0			0
Participation aux bénéfices différée	0			0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	43 844			43 844
Immeubles de placement	10 922			10 922
Immobilisations corporelles	180 955			180 955
Immobilisations incorporelles	24 779			24 779
Ecarts d'acquisition	4 519			4 519
TOTAL DE L'ACTIF	14 924 283	735	245	14 925 263

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2012	Impacts au 01/01/12	Impacts sur l'exercice 2012	31/12/2012 retraité
Banques centrales	0			0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	84 723			84 723
Instruments dérivés de couverture	54 448			54 448
Dettes envers les établissements de crédit	1 911 991			1 911 991
Dettes envers la clientèle	8 669 736			8 669 736
Dettes représentées par un titre	2 164 362			2 164 362
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0			0
Passifs d'impôts courants	13 263			13 263
Passifs d'impôts différés	3 189		0	3 189
Comptes de régularisation et passifs divers	332 534			332 534
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0			0
Provisions techniques des contrats d'assurance	0			0
Provisions	34 805	2 136	711	37 652
Dettes subordonnées	161 845			161 845
Capitaux propres	1 493 387	(1 401)	(466)	1 491 520
Capitaux propres part du groupe	1 311 418	(1 401)	(466)	1 309 551
Capital et primes liées	902 024			902 024
Réserves consolidées	374 846	(2 219)		372 627
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	7 333	818	(832)	7 319
Résultat de la période	27 215		366	27 581
Intérêts minoritaires	181 969			181 969
TOTAL DU PASSIF	14 924 283	735	245	14 925 263

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	Impacts sur le 1er semestre 2012	1er semestre 2012 retraité
Produit net bancaire	211 817		211 817
Charges générales d'exploitation	(147 396)	279	(147 117)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(8 068)		(8 068)
Résultat brut d'exploitation	56 353	279	56 632
Coût du risque	(24 739)		(24 739)
Résultat d'exploitation	31 614	279	31 893
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	1 317		1 317
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)		(1)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0		0
Résultat avant impôts	32 930	279	33 209
Impôts sur le résultat	(10 584)	(96)	(10 680)
Résultat net	22 346	183	22 529
Intérêts minoritaires	(2 574)		(2 574)
RESULTAT NET PART DU GROUPE	19 772	183	19 955

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2012	Impacts sur le 1er semestre 2012	1er semestre 2012 retraité
Résultat net	22 346	183	22 529
Ecart de revalorisation sur régimes à prestations définies	0	(635)	(635)
Effet d'impôt des écarts de revalorisation sur régimes à prestations définies	0	218	218
Eléments non recyclables en résultat	0	(416)	(416)
Eléments recyclables en résultat	1 657		1 657
Quote-part de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	(30)		(30)
GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (NETS D'IMPÔTS)	1 627	(416)	1 211
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	23 973	(233)	23 740
Part du groupe	20 973	(233)	20 740
Intérêts minoritaires	3 000	0	3 000

2.4 RECOURS A DES ESTIMATIONS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations, utilisant les informations disponibles à la date de clôture, font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2013, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (confère note 2.4.1. dédiée, ci-dessous) ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations durables des actifs financiers disponibles à la vente ainsi que les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles (note 4.2) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et plus particulièrement, la provision épargne-logement et les provisions relatives aux contrats d'assurance (note 4.9) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ;
- les impôts différés ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition (note 4.6).

Détermination de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). Leur évaluation se fonde sur des paramètres historiques.

Au 30/06/2013, les montants de CVA et de DVA comptabilisés par le groupe sont respectivement de 421 milliers d'euros et de 43 milliers d'euros.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

Juste valeur en date de comptabilisation initiale

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction.

Hiérarchie de la juste valeur

JUSTE VALEUR DE NIVEAU 1 ET NOTION DE MARCHE ACTIF

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

JUSTE VALEUR DE NIVEAU 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« juste valeur de niveau 2 »).

Les valorisations « de niveau 2 » s'appuient sur des paramètres observables et sur des modèles reconnus comme des standards de place (méthode d'actualisation des cash flows futurs, technique d'interpolation...).

JUSTE VALEUR DE NIVEAU 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 4.3.2.. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Cas particuliers

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés avec précaution.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, des hypothèses simplificatrices ont été retenues pour l'évaluation de la juste valeur de ces instruments.

2.5 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

Entité consolidante

Le Crédit Coopératif, société anonyme coopérative de banque populaire à capital variable constitue l'entité consolidante.

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Coopératif regroupent :

- les comptes du Crédit Coopératif
- les comptes de l'ensemble des établissements de crédit (filiales ou non) ayant signé un contrat d'association avec le Crédit Coopératif, aux termes duquel ce dernier apporte sa garantie de liquidité et de solvabilité, et assure une assistance administrative et technique
- les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable sur la gestion.

Présentation des états financiers consolidés semestriels

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil national de la comptabilité.

Date de la situation intermédiaire

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 30 juin 2013 des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du groupe. Les états financiers consolidés du groupe ont été arrêtés par le directoire du 5 août 2013.

NOTE 3 - INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe Crédit Coopératif est structuré en trois secteurs :

- la banque de proximité,
- la gestion d'actifs pour compte de tiers, ce secteur est représenté par la filiale Ecofi-Investissements (incluant sa participation dans la Financière Champlain).

- le capital investissement, qui regroupe les activités de la filiale BTP Capital investissement, de la société Esfin mise en équivalence.
L'information sectorielle porte sur des agrégats financiers issus du bilan et du compte de résultat et rapprochés des états financiers.

3.1 COMPTE DE RESULTAT

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2012
Produit net bancaire	199 917	201 446	7 825	10 196	234	175	207 976	211 817
Frais généraux et assimilés	(147 717)	(144 366)	(10 121)	(10 788)	(338)	(310)	(158 176)	(155 464)
Résultat brut d'exploitation	52 200	57 080	(2 296)	(592)	(104)	(135)	49 800	56 353
Résultat courant avant impôt	24 355	33 755	(2 296)	(592)	(204)	(233)	21 855	32 929

3.2 BILAN

ACTIF

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Actifs à la juste valeur par le résultat	60 745	84 217	0	0	0	0	60 745	84 217
Actifs financiers disponibles à la vente	917 280	897 567	19 744	23 252	23 053	22 668	960 077	943 487
Prêts et créances sur Ets de crédit	1 269 029	678 198	70	345	0	0	1 269 099	678 543
Prêts et créances sur la clientèle	11 945 443	11 460 073	0	0	99	257	11 945 542	11 460 330
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	660 836	567 755	0	0	0	0	660 836	567 755
Ecart d'acquisition	929	973	3 546	3 546	0	0	4 475	4 519
Autres actifs	813 306	1 176 351	5 865	7 984	19 153	1 097	838 324	1 185 432
TOTAL ACTIF	15 667 568	14 865 134	29 225	35 127	42 305	24 022	15 739 098	14 924 283

PASSIF

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Passifs financiers à la JV par résultat	57 943	84 723	0	0	0	0	57 943	84 723
Dettes envers les Ets de crédit	1 980 495	1 911 991			0	0	1 980 495	1 911 991
Dettes envers la clientèle	9 152 700	8 669 736	0	0	0	0	9 152 700	8 669 736
Dettes représentées par un titre	2 292 856	2 164 362	0	0	0	0	2 292 856	2 164 362
Dettes subordonnées	161 063	161 845	0	0	0	0	161 063	161 845
Autres passifs	2 022 511	1 904 788	29 225	8 026	42 305	18 811	2 094 041	1 931 625
TOTAL PASSIF	15 667 568	14 897 445	29 225	8 026	42 305	18 811	15 739 098	14 924 282

NOTE 4 - NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

4.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

en milliers d'euros	30/06/2013			31/12/2012		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
Titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	59	3 833	3 892	66	4 897	4 963
Prêts aux établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Dérivés de transaction	56 853	0	56 853	79 254	0	79 254
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	56 912	3 833	60 745	79 320	4 897	84 217

Au cours du 1er semestre 2013, en application de l'amendement de la norme IAS 39, le Crédit Coopératif n'a procédé à aucun transfert.

4.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

en milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Titres vendus à découvert	0	0
Autres passifs financiers	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0
Dérivés de transaction	56 788	79 582
Comptes à terme et emprunts interbancaires	0	0
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	1 155	5 141
Dettes subordonnées	0	0
Opérations de pension	0	0
Autres passifs financiers	0	0
Passifs financiers à la juste valeur sur option	1 155	5 141
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	57 943	84 723

4.2 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

en milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012
Effets publics et valeurs assimilées	351 630	173 532
Obligations et autres titres à revenu fixe	193 240	372 687
Titres dépréciés	52 124	53 496
Titres à revenu fixe	596 994	599 715
Actions et autres titres à revenu variable	424 116	406 583
Prêts aux établissements de crédit	0	0
Prêts à la clientèle	0	0
Prêts	0	0
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	1 021 110	1 006 298
Dépréciation des créances douteuses	(46 170)	(48 194)
Dépréciation durable sur actions et autres titres à revenu variable	(14 863)	(14 617)
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	960 077	943 487
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	14 753	8 419

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 36 mois constitue des indices de perte de valeur.

4.3 HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

4.3.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

en milliers d'euros	30/06/2013				31/12/2012			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
ACTIFS FINANCIERS								
Titres	59			59	66			66
Dont titres à revenu fixe								
Dont titres à revenu variable	59			59	66			66
Instruments dérivés		56 853		56 853		79 254		79 254
Dont dérivés de taux		55 646		55 646		78 425		78 425
Dont dérivé de change		752		752		770		770
Dont dérivés de crédit								
Dont dérivé actions								
Dont Autres		455		455		59		59
Autres actifs financiers								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	59	56 853		56 912	66	79 254		79 320
Titres	3 833			3 833	4 897			4 897
Dont titres à revenu fixe								
Dont titres à revenu variable	3 833			3 833	4 897			4 897
Autres actifs financiers								
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	3 833			3 833	4 897			4 897
Dont dérivés de taux		22 771		22 771		34 012		34 012
Dont dérivé de change								
Dont dérivés de crédit								
Dont dérivé actions								
Dont Autres								
Instruments dérivés de couverture		22 771		22 771		34 012		34 012
Titres de participation	9 023	50 808	229 683	289 514	3 855	283 265		287 120
Autres titres	564 085	96 936	9 542	670 563	377 989	278 378		656 366
Dont titres à revenu fixe	481 034	69 790		550 824	306 689	243 066		549 755
Dont titres à revenu variable	83 051	27 146	9 542	119 739	71 300	35 311		108 611
Autres actifs financiers								
Actifs financiers disponibles à la vente	573 107	147 744	239 225	960 077	382 492	560 995		943 487
PASSIFS FINANCIERS								
Titres								
Instruments dérivés		56 788		56 788		79 582		79 582
Dont dérivés de taux		56 011		56 011		78 685		78 685
Dont dérivé de change		322		322		838		838
Dont dérivés de crédit								
Dont dérivé actions								
Dont Autres		455		455		59		59
Autres passifs financiers								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		56 788		56 788		79 582		79 582
Titres		1 155		1 155		5 141		5 141
Autres passifs financiers								
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		1 155		1 155		5 141		5 141
Dont dérivés de taux		61 300		61 300		53 674		53 674
Dont dérivé de change		740		740		774		774
Dont dérivés de crédit								
Dont dérivé actions								
Dont Autres								
Instruments dérivés de couverture		62 040		62 040		54 448		54 448

4.3.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

en milliers d'euros	01/01/2013	Reclassements	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	30/06/2013
			Au compte de résultat		En capitaux propres	Achats / Emission	Ventes / Remboursement	de et vers une autre catégorie comptable	de et vers les niveaux 1 et 2		
			Opérations encore au bilan à la clôture 2012	Opérations sorties du bilan à la clôture 2012							
ACTIFS FINANCIERS											
Titres											
Dont titres à revenu fixe											
Dont titres à revenu variable											
Instruments dérivés											
Dont dérivés de taux											
Dont dérivés de change											
Dont dérivés de crédit											
Dont dérivés actions											
Dont Autres											
Autres actifs financiers											
Actifs financiers détenus à des fins de transaction											
Titres											
Dont titres à revenu fixe											
Dont titres à revenu variable											
Autres actifs financiers											
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat											
Dont dérivés de taux											
Dont dérivés de change											
Dont dérivés de crédit											
Dont dérivés actions											
Dont Autres											
Instruments dérivés de couverture											
Titres de participation		226 017			1 006					229 093	
Autres titres		8 365			1 177					9 542	
Dont titres à revenu fixe											
Dont titres à revenu variable		8 365			1 177					9 542	
Autres actifs financiers											
Actifs financiers disponibles à la vente		236 982			2 243					239 225	
PASSIFS FINANCIERS											
Titres											
Instruments dérivés											
Dont dérivés de taux											
Dont dérivés de change											
Dont dérivés de crédit											
Dont dérivés actions											
Autres passifs financiers											
Passifs financiers détenus à des fins de transaction											
Titres											
Autres passifs financiers											
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat											
Dont dérivés de taux											
Dont dérivés de change											
Dont dérivés de crédit											
Dont dérivés actions											
Dont Autres											
Instruments dérivés de couverture											

IFRS 13 apporte des précisions sur les niveaux de hiérarchie de la juste valeur. Ces précisions ont conduit le groupe à réexaminer l'affectation des instruments au sein des trois niveaux. Les changements de niveau relatifs à ces réaffectations figurent dans la colonne « Reclassements », et concernent principalement les titres de participation BPCE et BP Développement, ainsi que les Fonds Communs de Placement à Risques (FCPR).

Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de gains et pertes comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3.

Au cours de l'exercice, 2.243 milliers d'euros de gains et pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers en niveau 3 (dont 2.243 milliers d'euros au titre d'opérations non dénouées au 30 juin 2013).

4.3.3 Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

Il n'y a pas eu de transfert entre niveau de hiérarchie de juste valeur, hors le reclassement au regard des précisions apportées par IFRS 13 et détaillés dans la note 4.3.2.

4.4 ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Effets publics et valeurs assimilées	261 038	167 959
Obligations et autres titres à revenu fixe	399 798	399 796
Montant brut des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	660 836	567 755
Dépréciation	0	0
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE	660 836	567 755

La juste valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance s'élève à 694.644 milliers d'euros au 30 juin 2013 (616.433 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Au cours du 1er semestre 2013, le Crédit Coopératif n'a procédé à aucune cession, ni à aucun transfert.

4.5 PRETS ET CREANCES

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie.

4.5.1 Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Prêt et créances sur les établissements de crédit	1 269 153	678 597
Dépréciations individuelles	(54)	(54)
Dépréciations sur base de portefeuilles	0	0
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 269 099	678 543

La juste valeur des prêts et créances sur les établissements de crédit s'élève à 1.265.052 milliers d'euros au 30 juin 2013 (828.307 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Décomposition des prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Comptes ordinaires débiteurs	92 707	60 357
Opérations de pension	0	1
Comptes et prêts	1 165 896	606 507
Opérations de location financement	0	0
Prêts subordonnés et prêts participatifs	4 144	4 425
Titres assimilés à des prêts et créances	6 352	7 253
Prêts et créances dépréciés	54	54
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES BRUTS SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 269 153	678 597

Les fonds du Livret A et du LDD centralisés à la Caisse des dépôts et consignations s'élèvent à 313 218 milliers d'euros au 30 juin 2013 (268 403 milliers au 31 décembre 2012).

4.5.2 Prêts et créances sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Prêts et créances sur la clientèle	12 295 731	11 789 871
Dépréciations individuelles	(329 669)	(311 497)
Dépréciations sur base de portefeuilles	(20 520)	(18 044)
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	11 945 542	11 460 330

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle s'élève à 12.220.140 milliers d'euros au 30 juin 2013 (11.631.115 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

Décomposition des prêts et créances sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Comptes ordinaires débiteurs	943 094	807 274
Prêts à la clientèle financière	1 282	2 172
Crédits de trésorerie	597 536	704 146
Crédits à l'équipement	7 267 652	7 022 566
Crédits au logement	1 096 375	1 017 510
Crédits à l'exportation	6 237	5 187
Autres crédits	507 302	429 106
Opérations de pension	126 703	56 600
Prêts subordonnés	47 794	46 016
Autres concours à la clientèle	9 650 881	9 283 303
Titres assimilés à des prêts et créances	25 538	28 747
Autres prêts et créances sur la clientèle	994 712	975 302
Prêts et créances dépréciés	681 506	695 245
TOTAL DES PRÊTS ET CRÉANCES BRUTS SUR LA CLIENTÈLE	12 295 731	11 789 871

4.6 ÉCARTS D'ACQUISITION

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2013
	5 615
Acquisitions	
Cessions	
Écarts de conversion	(44)
Autres variations	
Valeur brute à la clôture	5 571
Cumul des pertes de valeur à la clôture	(1 096)
Valeur nette à la clôture	4 475

Écarts d'acquisition détaillés

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur nette comptable	
	30/06/2013	31/12/2012
Intercop Location	217	217
Ecofi Investissements	3 546	3 546
Financière Champlain		
Tise	712	756
TOTAL DES ÉCARTS D'ACQUISITION	4 475	4 519

4.7 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

4.7.1 Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Comptes à vue	186 950	71 712
Opérations de pension	0	0
Dettes rattachées	1	1
Dettes à vue envers les établissements de crédit	186 951	71 713
Emprunts et comptes à terme	1 384 860	1 489 661
Opérations de pension	401 979	344 058
Dettes rattachées	6 705	6 559
Dettes à termes envers les établissements de crédit	1 793 544	1 840 278
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	1 980 495	1 911 991

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit s'élève à 2 017 850 milliers d'euros au 30 juin 2013 (1 939 020 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

4.7.2 Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Comptes ordinaires créditeurs	4 019 078	4 305 290
Livret A	397 027	355 413
Livret Jeune	5 075	7 145
PEL/CEL	128 875	123 687
Livret de développement durable	216 808	192 512
PEP	22 232	23 097
Autres comptes d'épargne à régime spécial	2 486 971	2 227 019
Dettes rattachées	28 588	163
Comptes d'épargne à régime spécial	3 285 576	2 929 036
Comptes et emprunts à vue	194 151	180 137
Comptes et emprunts à terme	1 475 158	1 065 071
Dettes rattachées	14 188	12 366
Autres comptes de la clientèle	1 683 497	1 257 574
A vue	0	0
A terme	164 190	177 395
Dettes rattachées	359	441
Opérations de pension	164 549	177 836
Autres dettes envers la clientèle	0	0
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	9 152 700	8 669 736

La juste valeur des dettes envers la clientèle s'élève à 9 183 902 milliers d'euros au 30 juin 2013 (8 692 916 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

4.8 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires	120 390	256 960
Bons de caisse et d'épargne	54 215	67 656
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	2 106 241	1 831 270
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Total	2 280 846	2 155 886
Dettes rattachées	12 010	8 476
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	2 292 856	2 164 362

La juste valeur des dettes représentées par un titre s'élève à 2 303 058 milliers d'euros au 30 juin 2013 (2 177 363 milliers d'euros au 31 décembre 2012).

4.9 PROVISIONS

Évolution des provisions au cours du 1er semestre 2013

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2012	Impact IAS 19R	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2013
Provisions pour engagements sociaux	1 828	2 847	64	(23)	(262)	(259)	4 195
Provisions pour activité d'épargne-logement	1 224		0	0	(99)	0	1 125
Provisions pour engagements hors bilan	20 225		3 842	(476)	(1 771)	61	21 881
Provisions pour activités de promotion immobilière	0		0	0	0	0	0
Provisions pour restructurations	0		0	0	0	0	0
Provisions pour litiges	7 134		320	(1 132)	(166)	(16)	6 140
Autres	4 394		188	0	(125)	(35)	4 422
Autres provisions	32 977	0	4 350	(1 608)	(2 161)	10	33 568
TOTAL DES PROVISIONS	34 805	2 847	4 414	(1 631)	(2 423)	(249)	37 763

Les provisions pour engagements sociaux font l'objet d'un changement de méthode comptable lié à l'application de la norme IAS 19 R.

4.10 DETTES SUBORDONNEES

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Dettes subordonnées à durée déterminée	69 999	69 999
Dettes subordonnées à durée indéterminée	31 046	31 046
Dépôts de garantie à caractère mutuel	51 836	52 681
Total	152 881	153 726
Dettes rattachées	2 237	437
Réévaluation de la composante couverte	5 945	7 682
TOTAL DES DETTES SUBORDONNEES	161 063	161 845

La juste valeur des dettes subordonnées s'élève à 163 826 millions d'euros au 30 juin 2013 (169 908 millions d'euros au 31 décembre 2012).

4.11 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS

Parts sociales et certificats coopératifs d'investissement

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/13			31/12/12		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	42 293 444	15,25 €	644 975	39 014 756	15,25 €	594 975
Augmentation de capital	6 557 376	15,25 €	100 000	3 278 688	15,25 €	50 000
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	48 850 820	15,25 €	744 975	42 293 444	15,25 €	644 975
Certificats coopératifs d'investissement						
Valeur à l'ouverture	10 573 361	15,25 €	161 244	9 753 689	15,25 €	148 744
Augmentation de capital	1 639 344	15,25 €	25 000	819 672	15,25 €	12 500
Réduction de capital						
Autres variations						
VALEUR A LA CLOTURE	12 212 705	15,25 €	186 244	10 573 361	15,25 €	161 244

NOTE 5 - NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

en milliers d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Prêts et créances avec la clientèle	178 770	(43 462)	133 314	180 014	(35 034)	144 980
- Opérations avec la clientèle (hors régime spécial)	178 677	(15 193)	161 484			0
- Prêts et comptes à terme à régime spécial	99	(28 269)	(28 170)			0
Prêts et créances avec les établissements de crédit	8 149	(9 347)	(1 198)	7 545	(13 687)	(6 142)
Opérations de location-financement	18 876	0	18 876	26 285	(2 133)	24 152
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	///	(19 177)	(19 177)	///	(30 612)	(30 612)
Instruments dérivés de couverture	9 288	(19 210)	(9 922)	3 424	(4 212)	(788)
Actifs financiers disponibles à la vente	12 259	0	12 259	4 149	0	4 149
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	10 050	0	10 050	17 660	0	17 660
Actifs financiers dépréciés	1 262	0	1 262	744	0	744
Autres produits et charges d'intérêts	17	(1 432)	(1 415)	0		0
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS	236 677	(92 628)	144 049	239 821	(85 678)	154 143

5.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

en milliers d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	9	(816)	(807)	156	(352)	(196)
Opérations avec la clientèle	31 216	(3 191)	28 025	30 039	(4 163)	25 876
Prestation de services financiers	5 688	(1 387)	4 301	5 361	(943)	4 418
Vente de produits d'assurance vie	355		355	78		78
Moyens de paiement	32 844	(23 040)	9 804	31 584	(21 848)	9 736
Opérations sur titres	1 976	(40)	1 936	752	(7)	745
Activités de fiducie	9 997	0	9 997	14 745	(1 363)	13 382
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	3 174	(163)	3 011	910	(153)	757
Autres commissions	212	96	308	241		241
TOTAL DES COMMISSIONS	85 471	(28 541)	56 930	83 866	(28 829)	55 037

5.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

en milliers d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultats sur instruments financiers de transaction	98	(697)
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	150	398
Résultats sur opérations de couverture	337	(217)
- Inefficacité de la couverture de juste valeur	(34)	(259)
* Variation de juste valeur de l'instrument de couverture	(18 816)	(2 005)
* Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques co	18 782	1 746
- Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	371	42
- Inefficacité de la couverture d'investissements nets en devises	0	0
Résultats sur opérations de change	344	506
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	929	(10)

5.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

en milliers d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultats de cession	(356)	352
Dividendes reçus	2 597	1 154
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(301)	(117)
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	1 940	1 390

5.5 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

en milliers d'euros	1er semestre 2013			1er semestre 2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges des activités d'assurance	0	0	0	0	0	0
Produits et charges sur activités immobilières	0	0	0	0	(5)	(5)
Produits et charges sur opérations de location	1 301	(548)	753	2 950	(5 624)	(2 674)
Produits et charges sur Immeubles de placement	882	(329)	553	0	0	0
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	30	(778)	(748)	68		68
Charges refacturées et produits rétrocédés	2	(2)	0	1		1
Autres produits et charges divers d'exploitation	4 350	(702)	3 648	5 290	(1 423)	3 867
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	129	(187)	(58)			0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	4 511	(1 669)	2 842	5 359	(1 423)	3 936
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	6 674	(2 546)	4 128	8 309	(7 052)	1 257

5.6 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

en milliers d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Charges de personnel	(93 153)	(89 583)
Impôts et taxes	(7 580)	(5 687)
Services extérieurs	(47 031)	(45 838)
Autres charges	(134)	(6 288)
Autres frais administratifs	(54 745)	(57 813)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(147 898)	(147 396)

5.7 COUT DU RISQUE

5.7.1 Coût du risque

en milliers d'euros	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Opérations interbancaires		(790)
Opérations avec la clientèle	(56 004)	(51 737)
Autres actifs financiers	(279)	(46)
Engagement par signature	(3 843)	(3 955)
Dotations pour dépréciations et provisions	(60 126)	(56 528)
Opérations interbancaires		933
Opérations avec la clientèle	27 140	28 300
Autres actifs financiers	2 177	10
Engagement par signature	1 817	2 067
Reprises sur dépréciations et provisions	31 134	31 310
Pertes sur créances interbancaires irrécouvrables		
Pertes sur créances irrécouvrables avec la clientèle	(1 102)	(448)
Pertes sur autres actifs financiers	(21)	
Pertes sur créances irrécouvrables	(1 123)	(448)
Récupérations sur créances amorties	1 233	927
COÛT DU RISQUE	(28 882)	(24 739)

5.7.2 Dépréciations et provisions pour risque de crédit

en milliers d'euros	01/01/2013	Dotations	Reprises non utilisées	Reprises utilisées	Autres variations	30/06/2013
Actifs financiers disponibles à la vente	48 195	202	(2 177)		(50)	46 170
Opérations interbancaires	54	0	0	0	0	54
Opérations avec la clientèle	329 541	56 634	(25 042)	(5 895)	(5 048)	350 189
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	0	0	0	0	0	0
Autres actifs financiers	1 163	77	0	0	(61)	1 179
Dépréciations déduites de l'actif	378 953	56 913	(27 219)	(5 895)	(5 159)	397 592
Exposition des engagements par signature et des garanties financières données	20 225	3 842	(1 771)	(476)	61	21 881
TOTAL DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS POUR RISQUE DE CRÉDIT	399 178	60 755	(28 990)	(6 371)	(5 098)	419 473

5.8 QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
ESFIN	(68)	(113)
COOPEST	52	64
France Active Garantie	29	96
CADEC	123	118
Caisse de Garantie Immobilière du Bâtiment	698	1 153
Autres		
QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	835	1 317

5.9 IMPOTS SUR LE RESULTAT

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Impôts courants	(7 364)	(9 687)
Impôts différés	1 049	(897)
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(6 315)	(10 584)

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2013	1er semestre 2012
Résultat net (part du groupe)	13 549	19 772
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	1 890	2 574
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	(833)	(1 317)
Impôts	6 314	10 584
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	20 920	31 613
Taux d'imposition de droit commun français (B)	33,33%	33,33%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(6 973)	(10 537)
Contribution sociale additionnelle et majoration temporaire de l'impôt sur les sociétés	(314)	(154)
Effet de la variation des impôts différés non constatés	(85)	-
Effet des différences permanentes	704	56
Impôts à taux réduit et activités exonérées	519	(26)
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	(28)	18
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	(138)	(214)
Autres éléments		273
Impôts sur le résultat	(6 315)	(10 584)
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	30,18%	33,48%

NOTE 6 - ENGAGEMENTS

6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné.

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Engagements de financement donnés en faveur :		
- des établissements de crédit	813 146	213 340
- de la clientèle	850 779	786 043
* Ouvertures de crédit confirmées	828 190	766 601
* Autres engagements	22 589	19 442
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	1 663 925	999 383
Engagements de financement reçus :		
- d'établissements de crédit	1 528 815	1 354 090
- de la clientèle	0	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	1 528 815	1 354 090

6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

Le montant communiqué est la valeur nominale de l'engagement donné.

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Engagements de garantie donnés :		
- d'ordre des établissements de crédit	2 561 613	2 500 017
- d'ordre de la clientèle	3 165 948	2 705 947
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	5 727 561	5 205 964
Engagements de garantie reçus :		
- d'établissements de crédit	991 998	1 028 152
- de la clientèle	1 009 207	959 515
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	2 001 205	1 987 667

6.3 ACTIFS FINANCIERS DONNES EN GARANTIE

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels, tels que les titres remis en pension livrée et les valeurs données en pension non livrée, enregistrés dans les différentes catégories comptables.

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2013	31/12/2012
Instruments de capitaux propres	0	0
Instruments de dettes	741 903	702 301
Prêts et avances	2 503 114	2 256 172
Autres actifs financiers	0	0
TOTAL	3 245 017	2 958 473

NOTE 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du groupe n'a pas connu d'évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2013.

PERIMETRE DU GROUPE DU CREDIT COOPERATIF 30 juin 2013				
I. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	ENTITE CONSOLIDANTE			
	% de Contrôle	% d'Intérêt	% d'intégration	Méthode d'intégration
1) Entité Consolidante				
Crédit Coopératif (SCA) Siège Social 12 Bd Pesaro – 92000 NANTERRE				
2) Etablissements de crédit associés filiales				
BTP Banque (SA) Siège social: 48 rue La Pérouse CS 51686 - 75773 Paris Cedex 16	100%	100,00%	100%	IG
Inter-Coop (SAS) Siège Social 12 Bd Pesaro– 92000 NANTERRE	98,38%	98,38%	100%	IG
BATILEASE Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,89%	94,89%	100%	IG
3) Etablissements de crédit associés non filiales				
EDEL Siège Social Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 65806 31505 TOULOUSE Cedex 5	C	33,94%	100%	IG
CAISSE SOLIDAIRE 3 - 5, rue Camille Guérin 59000 LILLE	O	63,58%	100%	IG
SOFINEF 8, avenue des Canuls 69517 VAULX-en-VELIN	N	2,41%	100%	IG
SOCOREC 77, rue de Loumel 75015 PARIS	T	0,00%	100%	IG
SOFIGARD 13, bis Boulevard Talabot 30000 NIMES	R	0,25%	100%	IG
SOFINDI 11, rue de Belat 16000 ANGOULEME	A	3,10%	100%	IG
SOFISCOP 37, rue Jean Leclaire 75017 PARIS	S	1,03%	100%	IG
SOFISCOP SUD EST Immeuble Woopa 10 avenue des canuls 69120 Vaux en Velin	S	3,52%	100%	IG
SOFIRIF Z.I BETHUNES BP 9032 95071 CERGY PONTOISE	O	14,63%	100%	IG
SOMUPACA 237, place de la Liberté 83000 TOULON	C	1,42%	100%	IG
SOMUDIMEC 19, rue des berges 38000 GRENOBLE	I	0,14%	100%	IG
C.M.G.M. 39-41, rue Louis Blanc 92400 COURBEVOIE	A	5,06%	100%	IG
NORD FINANCEMENT Cité Haute Borne 2, avenue Halley 59650 VILLENEUVE D'ASCO	T	0,92%	100%	IG
GEDEX DISTRIBUTION 6/8 rue Louis Rouquier 92300 LEVALLOIS PERRET	I	0,00%	100%	IG
4) Autres établissements de crédit				
France Active Garantie Siège social 120 rue de Réaumur - 75002 PARIS	19,97%	19,97%	19,97%	ME
CADEC Siège social Résidence Diamand III, 6 Av de Pans - 20000 AJACCIO	25,30%	25,30%	25,30%	ME
II. ENTREPRISES A CARACTERE FINANCIER				
Union des Sociétés du Crédit Coopératif (GIE)	100%	99,56%	100%	IG
Transimmo (SARL)	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif de Saint Denis	100%	100%	100%	IG
SAS TASTA	70,00%	70,00%	100%	IG
BTP Capital Conseil Siège social, 48 rue La Pérouse CS 51686 - 75773 Paris Cedex 16	100,00%	99,98%	100%	IG
SAS Sociétariat Crédit Coopératif Banque Populaire	98,38%	98,38%	100%	IG
INTERCOP LOCATION Siège Social 12 Bd Pesaro – 92000 NANTERRE	90,81%	90,81%	100%	IG
BATI-LEASE INVEST Siège social Parc du canon d'or 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,89%	94,89%	100%	IG
Ecofi- Investissements Siège Social 48, rue Notre Dame des Victoires - 75002 PARIS	100%	99,98%	100%	IG
TISE Siège Social UL Nalewski 8/27 00158 VARSOVIE - POLOGNE	100%	100%	100%	IG
MONINFO Siège Social Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	33,91%	33,91%	100%	IG
ESFIN GESTION Siège Social Immeuble Lafayette - LA DEFENSE 5 2, place des Vosges - 92400 COURBEVOIE	60,00%	60,00%	100%	IG
SAS FINANCIERE CHAMPLAIN 3, rue de la Boétie 75008 PARIS	100,00%	99,98%	100%	IG
III. ENTREPRISES A CARACTERE NON FINANCIER				
BTP Capital Investissement Siège Social : 12 bd Pesaro – 92000 NANTERRE	86,85%	66,85%	100%	IG
COOPEST Siège Social 2, av, Jules César - woluwe Saint-Pierre - 1150 BRUXELLES - BELGIQUE	29,97%	29,97%	29,97%	ME
ESFIN Siège Social Immeuble Lafayette - LA DEFENSE 5 2, place des Vosges - 92400 COURBEVOIE	38,09%	38,09%	38,09%	ME
IV. ENTREPRISES D'ASSURANCE				
CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIERE DU BATIMENT Siège Social 6, rue La Pérouse - 75016 PARIS	33,40%	33,40%	33,40%	ME

SCA : Société Coopérative Anonyme
SAS : Société Anonyme Simplifiée

IG : Intégration globale
ME : Mise en équivalence



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



SOFIDEEC Baker Tilly
138, boulevard Haussmann
75008 Paris
France

Crédit Coopératif S.A.

**Rapport des commissaires aux
comptes sur l'information
financière semestrielle 2013**



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



SOFIDEEC Baker Tilly
138, boulevard Haussmann
75008 Paris
France

Crédit Coopératif S.A.

Siège social : 12, Boulevard de Pesaro - CS 10002 - 92024 Nanterre Cedex
Capital social : € 931 218 756

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Crédit Coopératif S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés qui décrit les nouvelles normes et interprétations appliquées à compter du 1^{er} janvier 2013.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés résumés.

Paris La Défense, le 30 août 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Xavier de Coninck
Associé

Paris, le 30 août 2013

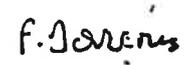
SOFIDEEC Baker Tilly



Pierre Faucon
Associé

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



François DORÉMUS
Directeur Général



**GROUPE
CREDIT COOPERATIF**

Crédit Coopératif
Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable
R.C.S. Nanterre B 349 974 931 - APE 6419Z
12 boulevard de Pesaro
CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX
Tél. : 01 47 24 85 00
www.credit-cooperatif.coop